

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'année de la confrontation sociale

- Social -

Date de mise en ligne : mercredi 17 mars 2010

Démocratie & Socialisme

Trois ans après la victoire de Sarkozy qui annonçait : « travailler plus pour gagner plus », les salariés mesurent que le bilan est calamiteux. Deux ans après le début de la crise, la volonté des tenants du capital de maintenir leurs profits se traduit par un coût social terrible sur les salaires et le pouvoir d'achat, l'emploi et la protection sociale. Cette année un million de chômeurs vont se trouver en fin de droits.

Le MEDEF veut remettre en cause les retraites

Sarkozy a annoncé que la bataille aurait lieu après les régionales. Il a fait repousser la date de la parution du rapport du COR (comité d'orientation des retraites) après les régionales. Lors de la rencontre avec les organisations syndicales du 15 février, il a annoncé un échéancier pour un projet de loi en septembre (la raison de ce report semble être la volonté de ménager la direction CFDT dont le congrès se situe en juin 2010).

L'objectif est de reporter l'âge légal de départ en retraite actuellement fixé à 60 ans et d'augmenter le nombre d'années de cotisations. Et de poursuivre la diminution du montant des pensions. Ce sera : « travailler plus et gagner moins ». Les salariés ont en mémoire le conflit de 2003. Malgré la mobilisation, la division orchestrée par la direction de la CFDT a permis à Fillon et Chirac d'imposer l'augmentation du nombre d'années de cotisations. Toutefois la CFDT a payé le prix fort : une baisse de 85 000 du nombre des adhérents (plus de 10 %) et une chute de 3 points aux élections prud'homales (plus de 10 % aussi). Nombre de militants sont encore traumatisés.

Gagner la bataille des retraites, ce n'est pas seulement défendre des droits, c'est obtenir des avancées. C'est gagner la bataille du financement ce qui impose une autre répartition des richesses. C'est imposer de nouveaux droits notamment celui de la validation des années d'étude. Gagner c'est réussir la mobilisation de tous : public et privé, jeunes, salariés et retraités car tous sont concernés.

Le point fort pour réussir est indiscutablement l'attachement des français à leur système de retraite et au départ à 60 ans. Le gouvernement n'ose même plus parler ouvertement de retraite par capitalisation. L'exemple anglo-saxon est dissuasif. 63 % des français dans un sondage récent ont déclaré ne pas vouloir voir repousser l'âge de départ en retraite au-delà de 60 ans. Autre point fort pour le camp des salariés, c'est la faiblesse de ce gouvernement. Il ne dispose plus du crédit dont il bénéficiait au moment de la réforme des régimes spéciaux. En ce sens l'ampleur de la défaite aux régionales sera un plus.

Le point encore incertain est le doute que pourrait avoir les salariés sur leur capacité à faire reculer Sarko et Parisot. Ce doute est largement entretenu par les médias qui ne cessent de parler de l'augmentation de l'espérance de vie ou des autres reculs dans d'autres pays européens. Toute déclaration qui n'est pas ferme sur l'âge de départ en retraite est largement utilisée.

Le doute porte sur la capacité de mettre en oeuvre le rapport de force à la hauteur de ce qu'il faudra pour inverser la tendance dominante depuis 30 ans de la dégradation du partage des richesses entre le salariat et le capital.

Deux responsabilités pour les organisations syndicales

Le premier enjeu consiste à réussir à créer un front unitaire le plus large possible, ce qui n'est pas gagné au vu des

différences de positionnement. A l'issue de la rencontre avec Sarkozy, le 15 février un communiqué commun était publié par la CGT, la CFDT, la FSU, l'UNSA et Solidaires. Les organisations syndicales étaient d'accord pour affirmer : « *Le gouvernement n'a apporté aucune réponse concrète sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat, les conditions de travail et les politiques publiques.* ». Elles poursuivent par une déclaration plus évasive sur la question des retraites, toutefois elles exigent d'aborder la question du financement : « *Les organisations syndicales affirment leur volonté d'agir pour que le débat sur les retraites prenne en compte l'ensemble des questions, tant au niveau du privé que du public, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité, le code des pensions et la réduction des inégalités. Les rendez-vous fixés par le président de la République et les négociations avec le patronat doivent être l'occasion d'apporter des solutions favorables aux salariés. La situation économique et sociale nécessite l'intervention convergente des salariés du public comme du privé, des retraités, des privés d'emplois, pour porter avec force leurs attentes et défendre leurs intérêts communs.* » Le communiqué se termine par un appel à une journée de grèves et de manifestations le 23 mars. Force Ouvrière qui pose, elle aussi, le problème du financement des retraites laisse le choix à ses unions départementales de participer à cette journée d'action.

Le deuxième enjeu est celui de convaincre les salariés qu'il faut gagner la bataille du financement en expliquant les enjeux, que de l'argent il y en a. Le gouvernement en trouve pour les banques et pour faire des cadeaux fiscaux à ses amis, et il n'y en aurait pas pour les retraites ? La CGT a tiré un journal à l'adresse des salariés à deux millions et demi d'exemplaires. Comme la FSU, elle organise des formations de ses militants sur les enjeux à tous les niveaux. Les congrès récents de ces deux organisations ont été l'occasion de réaffirmer largement la volonté des militants de ces deux organisations de réussir à gagner.

Augmenter le coût du travail

La journée d'action du 23 mars constitue un tour de chauffe, elle doit être réussie. Ce sera un moyen de pousser les confédérations hésitantes dans l'action et d'affirmer des revendications résolument offensives.

Cette journée d'action ne porte d'ailleurs pas que sur les retraites mais aussi sur l'emploi, les salaires, la défense du service public. L'actualité a montré les mobilisations possibles sur ces revendications chez Total ou chez IKEA.

Pour que ce ne soit pas les jeunes, les salariés, les chômeurs, les retraités qui payent la crise la solution passe nécessairement par une autre répartition des richesses, par l'augmentation du coût du travail et la baisse du coût du profit. La bataille sur les retraites en sera la clé.

René Defroment